

“ Voyage sur une autre planète ” : les lecteurs et assistants de français dans les facultés soviétiques vus par eux-mêmes (1958-1991)

Nataliya Yatsenko

► **To cite this version:**

Nataliya Yatsenko. “ Voyage sur une autre planète ” : les lecteurs et assistants de français dans les facultés soviétiques vus par eux-mêmes (1958-1991). Encyclo. Revue de l'école doctorale ED 382, Université Sorbonne Paris Cité, 2017. hal-01728734v2

HAL Id: hal-01728734

<https://hal-univ-paris.archives-ouvertes.fr/hal-01728734v2>

Submitted on 18 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Encyclo

Revue de l'École doctorale ED 382

Économies

Pensée critique

Espaces

Politique

Sociétés

Pratiques sociales

Civilisations

NATALIYA YATSENKO*

**« VOYAGE SUR UNE AUTRE PLANÈTE » : LES LECTEURS ET
ASSISTANTS DE FRANÇAIS DANS LES FACULTÉS SOVIÉTIQUES
VUS PAR EUX-MÊMES (1958-1991)****

Après la Deuxième guerre mondiale, la langue française est l'une des trois langues étrangères – avec l'anglais et l'allemand – qui sont obligatoirement étudiées dans les facultés des universités et des instituts soviétiques. Mais les citoyens français – locuteurs natifs de la langue française – ne participent pas à la formation des étudiants faute d'échanges linguistiques dans le secteur de l'enseignement supérieur. Pour des raisons avant tout politiques (en 1946, la nouvelle guerre dite « Froide » assombrit les relations internationales), les contacts entre la France et l'URSS restent assez limités. Après la mort de Staline en 1953 et le début du « Dégel » initié par Khrouchtchev dans la deuxième moitié des années 1950, les échanges et les circulations se ravivent. À côté des scientifiques et des universitaires, les enseignants des deux pays sont officiellement admis dans les établissements scolaires sur la base de la stricte réciprocité. En l'absence d'un accord culturel entre la France et l'URSS, les protocoles de la Commission mixte franco-soviétique assurent le renouvellement de la coopération franco-soviétique dans le domaine de l'enseignement et son développement au cours des trois décennies ultérieures.

Un des volets de cette coopération instauré en 1958 est le *lectorat* qui prévoit la mise à la disposition de jeunes professeurs (les lecteurs français) pour enseigner la langue française aux étudiants ainsi qu'aux professeurs de français.

Dès la fin des années 1950, le nombre de lecteurs augmente : de trois en 1958 à quinze en 1966 ; les cadres géographiques, eux aussi, s'élargissent, de Moscou et Leningrad à d'autres villes de la RSFSR¹

* Laboratoire « Identités-Cultures-Territoires » (ICT), Université Paris Diderot – Paris 7, Sorbonne Paris Cité. Je remercie Sophie Cœuré, Véronique Schiltz, Nicolas Werth, Alexis Bérélowitch, Gérard Abensour, Alain Rechner, Juliette Cadiot, Laurent Coumel et Fabien Simon pour leur aide dans mon travail. Je suis très reconnaissante à tous les anciens lecteurs et assistants que j'ai rencontrés lors de mes recherches et qui

et des Républiques de l'Union Soviétique². En 1967, la Commission ajoute une autre forme d'échanges dans le domaine de l'enseignement, l'*assistanat*. Les fonctions des assistants sont presque identiques à celles des lecteurs, sauf que ces derniers enseignent dans les universités et les instituts de langues étrangères situés dans les capitales, tandis que les assistants travaillent dans les facultés de langues étrangères des instituts pédagogiques³ de province⁴. Les échanges des années 1970-1980 prévoient trente-cinq lecteurs et quarante assistants chaque année, les effectifs réels sont légèrement inférieurs. En somme, pour la période étudiée, il pourrait s'agir d'environ sept à huit cents personnes, étant donné que le contrat était le plus souvent conclu pour deux ans. Malgré ces effectifs relativement faibles, pour l'URSS – qui ne tolère guère la présence des enseignants issus du « bloc capitaliste » – la présence des coopérants⁵ français dans l'enseignement supérieur est sensible.

Au sein de notre corpus, la plupart de témoignages concernent la Russie et l'Ukraine de l'époque brejnévienne. Les autres témoins nous ont fait part de l'ambiance particulière du « Dégel » (jusqu'en 1962) et de la Perestroïka (1985-1991). Néanmoins, nous considérons légitime d'étendre nos réflexions à la période 1958-1991 et à l'ensemble de l'URSS car les échanges universitaires linguistiques dont il est question ici ont été conçus pour l'ensemble du territoire. Ils ont suivi globalement la même logique pendant toute leur existence, depuis l'instauration de la coopération en 1958 et jusqu'à la dissolution de l'État soviétique en 1991.

Notre sujet s'inscrit à la charnière de plusieurs contextes : l'influence de la politique sur les échanges culturels notamment entre

m'ont fait confiance en me racontant leurs années de travail en URSS. Enfin, je tiens à remercier l'équipe de la revue *Encyclo* pour la relecture de ce texte et les conseils précieux.

** Cet article est exploratoire, il ne présente que les premiers résultats de ma recherche doctorale qui porte sur l'enseignement du français dans les établissements de l'enseignement supérieur en URSS de 1956 à 1985.

¹ République socialiste fédérative soviétique de Russie, une des quinze républiques de l'URSS.

² Bernard JEU, « La coopération culturelle franco-soviétique », *Tiers-Monde*, 1968, 9/35-36, p. 897-907.

³ Établissements d'enseignement supérieur qui forment en cinq ans de futurs professeurs pour les écoles primaires et secondaires de la région.

⁴ Nous entendons ici par « province » toutes les villes soviétiques l'exception de Moscou, de Leningrad et des capitales des Républiques de l'URSS.

⁵ Dans cet article, nous entendons par « coopérants » tous les enseignants de français à l'étranger (notamment en URSS), qu'ils soient militaires (volontaires au service national actif, partis en coopération dans le cadre de leur service militaire) ou civils.

la France et l'URSS⁶ ; la portée et l'évolution de l'enseignement des langues étrangères⁷ – notamment celles des « pays capitalistes » – en URSS après la Seconde guerre mondiale ; le transfert culturel, pédagogique, linguistique entre la France et l'URSS⁸ ; les stratégies personnelles des enseignants français en coopération en tant que passeurs du rayonnement de la culture et de la langue françaises dans les conditions d'une confrontation idéologique⁹. Dans le présent travail, nous nous focaliserons essentiellement sur l'enseignement supérieur dans l'URSS post-stalinienne et sur l'enseignement du français aux étudiants soviétiques. Nous examinerons plus particulièrement les

⁶ Sur la coopération culturelle franco-soviétique, voir Sophie CŒURE, *La grande leueur à l'Est. Les Français et l'Union Soviétique. 1917-1939*, Paris, Seuil, 1999 ; Thomas GOMART, *Double détente. Les relations franco-soviétiques de 1958 à 1964*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003 ; Marie-Pierre REY, *La tentation du rapprochement. France et URSS à l'heure de la détente (1964-1974)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1991. L'ouvrage plus général sur les relations culturelles internationales : François CHAUBET, Laurent MARTIN, *Histoire des relations culturelles dans le monde contemporain*, Paris, Armand Colin, 2011. Quant à la diplomatie culturelle : Anne DULPHY, Robert FRANK, Marie-Anne MATARD-BONUCCI, Pascal ORY (dir.), *Les relations culturelles internationales au XX^e siècle. De la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Bruxelles, PIE - Peter Lang, 2010. Sur la coopération au sein de l'Europe, voir Chloé MAUREL, *L'Unesco de 1945 à 1974*, thèse de doctorat préparée sous la direction de Pascal Ory et soutenue à l'Université Paris 1 en 2006 ; Sandrine KOTT, « Par-delà la guerre froide : Les Organisations Internationales et les circulations Est-Ouest (1947-1973), *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, 2011, 109, p. 143-155. Sur la mondialisation culturelle, voir Akira IRIYE, *Global Community: the Role of International Organizations in the Making of the Contemporary World*, Berkeley, University of California Press, 2004.

⁷ Nous signalerons ici deux thèses sur ce sujet : Emmanuelle PICARD, *Des usages de l'Allemagne: politique culturelle française en Allemagne et rapprochement franco-allemand, 1945-1963 : politique publique, trajectoires, discours*, thèse de doctorat, Paris, Institut d'études politiques, 1999 ; Jérémie DUBOIS, *Enseigner l'italien en France de la fin du XIX^e siècle à la veille de la Deuxième Guerre Mondiale : entre enjeux disciplinaires et relations franco-italiennes*, thèse de doctorat, Paris, 2010. La question de la diffusion du français sous l'angle linguistique est étudiée dans Daniel COSTE (dir.), *Aspects d'une politique de diffusion du français langue étrangère depuis 1945. Matériaux pour une histoire*, Hatier, Paris, 1984.

⁸ Voir par exemple *Les Cahiers Sirice* intitulé *L'URSS à l'étranger. Les enjeux socio-politiques et les effets des voyages des délégations soviétiques*, 2016, 2, p. 16.

⁹ Sur les enseignants français en coopération à l'étranger, voir Michel GROSSETTI, « Enseignants en coopération. Aperçus sur un type particulier de trajectoires sociales », *Revue française de sociologie*, 1986, 27/1, p. 133-148 ; Henri ARON, *Coopération enseignante et limitation culturelle*, thèse d'Etat sous la direction de Thành Khôi Le, Paris 5, 1987 ; Joël CHAPRON, *Statuts et conditions de travail des lecteurs et assistants français en Union Soviétique*, mémoire de maîtrise sous la direction de Basile KERBLAY, Paris 4, 1987.

récits des lecteurs et assistants français qui participent aux échanges et leur perception de la réalité soviétique.

Les sources principales de la présente recherche sont quarante quatre témoignages recueillis entre décembre 2013 et mai 2014 par le biais d'entretiens et de correspondances avec les anciens professeurs en coopération en URSS (trente-cinq anciens lecteurs et neuf assistants, hommes et femmes à part égale). Dix personnes ont réalisé une partie de leur séjour (dix-huit mois) en qualité de Volontaires au Service National Actif (VSNA), qui tenait alors lieu de service militaire pour les jeunes gens susceptibles de travailler dans les institutions françaises publiques ou privées à l'étranger. Parmi les témoins, les spécialistes de langue russe représentent plus de la moitié des interrogés, les autres sont diplômés en lettres (classiques ou modernes), en grammaire, en français langue étrangère (FLE), en histoire et en archéologie. La majeure partie des coopérants parle russe, mais leur niveau de langue est très hétérogène¹⁰. Tous ont au minimum le niveau d'enseignement équivalent au niveau BAC+5 actuel¹¹, cinq sont normaliens et la plupart sont agrégés ou capésiens¹². Aujourd'hui, parmi eux, deux personnes sont académiciens, quatorze personnes ont eu une carrière d'universitaire, de scientifique ou de diplomate. L'âge moyen actuel de nos interlocuteurs est de soixante-quatre ans, le plus âgé a quatre-vingt-huit ans, le plus jeune a cinquante-trois ans. Du point de vue géographique, les personnes rencontrées ont travaillé dans différentes régions de l'URSS : dans les deux capitales de la Russie - à Moscou et à Leningrad, dans les capitales d'autres Républiques de l'Union Soviétique et dans les villes de province.

Du point de vue de la méthodologie de la recherche, il s'agit donc de sources orales et écrites rétrospectives¹³, recueillies quarante-

¹⁰ Cependant, la connaissance du russe ne peut pas être considérée ici comme un facteur explicatif d'une grande importance car le corpus étudié n'a pas montré que le point de vue sur le séjour variait en fonction de la maîtrise de la langue.

¹¹ A l'époque, certificats d'études supérieures, diplôme d'études approfondies (DEA) ou maîtrise.

¹² Ils ont passé l'agrégation ou le CAPES (Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré), épreuves sélectives qui donnent le droit d'enseigner dans le secondaire.

¹³ Florence DESCAMPS, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2001, chapitre 3 « Les limites des archives orales rétrospectives », p. 485-504. Nous avons décidé que le meilleur usage de ces témoignages individuels et rétrospectifs serait leur croisement entre eux ; leur questionnement en fonction de notre problématique bien précise (à savoir l'enseignement du français en URSS) ; leur analyse typologique dans le but de relever les caractéristiques principales et les expériences répétées qu'on pourrait qualifier de

cinquante ans après les faits auprès des acteurs directs de la coopération franco-soviétique. Pour notre étude, ces témoignages sont d'une grande importance. Ils apportent un regard extérieur sur la réalité soviétique de l'époque, sur l'enseignement supérieur, sur la vie sociale et, parfois, sur les sujets – tels que la surveillance et le contrôle des étrangers en URSS – pour lesquels les archives ne sont toujours pas accessibles aux chercheurs, notamment celles du KGB¹⁴ en Russie. Les témoignages sont évidemment très subjectifs : ils sont le fruit de l'expérience personnelle et sont susceptibles d'être aplanis ou biaisés car ils ont été inévitablement réexaminés pendant de nombreuses années, sous l'influence des événements qui ont eu lieu ultérieurement. Pour cet article, nous nous contenterons de ces sources pour mener à bien notre analyse. Toutefois, par la suite, ces témoignages devront être confrontés à des documents et à des récits soviétiques.

Lors de cette première étape de la recherche, nous avons choisi de cerner le contexte et les principales caractéristiques des séjours des assistants et des lecteurs français en URSS. Comment se souviennent-ils de leur travail et de l'adaptation à la réalité soviétique ? Comment voient-ils aujourd'hui leur contribution à l'enseignement du français dans les établissements soviétiques ?

Nous exposons ici le point de vue des coopérants sur leurs séjours en URSS, ainsi que leurs difficultés, notamment les contraintes matérielles, la surveillance et l'inefficacité pédagogique. Enfin, nous examinons les stratégies d'adaptation et leur réussite.

Les coopérants en URSS : des conditions de vie et de sociabilité paradoxales

Dans la plupart des témoignages¹⁵, nous avons observé une

« typiques » et enfin, l'appuie sur des exemples concrets du « vécu » en essayant de démêler l'objectif de la réalité historique et le subjectif de ces souvenirs personnels des transfigurations inévitables liés au travail de la mémoire.

¹⁴ Comité pour la Sécurité de l'État, le principal service de renseignements de l'URSS.

¹⁵ La plupart des témoignages a été recueillie par la voie d'entretiens oraux, environ un cinquième des témoignages a été recueilli par des enquêtes écrites. La forme d'entretien dans ces deux cas a été la même. L'enquêteur posait d'abord une question générale sur le parcours professionnel et personnel des témoins (après quelques phrases introductives expliquant l'objet des recherches, il leur a été proposé d'évoquer leur parcours tel qu'ils le percevaient aujourd'hui – partie « récit libre »). Dans le deuxième temps, l'enquêteur demandait de préciser les détails, expliquer ou commenter des épisodes mentionnés (partie « réponses aux questions »). La représentativité de l'échantillon est assurée essentiellement par la diversité des profils socioprofessionnels, des périodes et des lieux de rattachement en URSS. Il faut noter

attitude globalement positive sur leur séjour et leur travail pédagogique. Les coopérants se disent heureux d'avoir vécu cette expérience (« une aventure » pour certains) et très satisfaits du séjour du point de vue personnel et professionnel. Ils considèrent ce dernier comme enrichissant, difficile mais fructueux. Les Français sont heureux de découvrir un pays fermé, de rencontrer des intellectuels brillants, des artistes, des amis et parfois même des époux.ses. De fait, sept personnes parmi nos interlocuteurs se sont mariées à des citoyens soviétiques, leur séjour en URSS est devenu une histoire familiale. Cependant, les coopérants français donnent une image critique du régime soviétique. La société est « folle, paranoïaque, policière au dernier degré »¹⁶. La pauvreté et la pénurie sont omniprésentes, l'alcoolisme est manifeste, les complications bureaucratiques éloignent l'Union Soviétique de l'image du pays de la justice sociale. Ceux qui ont eu le malheur de rencontrer les services secrets soviétiques, le plus souvent en conséquence de leurs contacts avec les dissidents ou de la transgression des règles de séjour, se font une idée claire de la cruauté et de la perversité du KGB. Mais, il est remarquable que même un lecteur hostile aux Soviets et décrivant son expérience dure et « traumatisante » dans ce « monde déprimant », de « délire total » et de « folie » de l'URSS¹⁷, conclut que « l'expérience a une trace positive d'une grande intensité »¹⁸.

Cette évaluation positive de la vie en Union soviétique peut être expliquée par plusieurs raisons. Les coopérants à l'époque sont généralement jeunes (vingt – trente ans) et éprouvent actuellement une certaine nostalgie par rapport à leur jeunesse. Il est nécessaire de prendre en compte le statut social très élevé des coopérants. Leur prestige était extraordinaire : ils étaient représentants de la France. Souvent ils étaient les seuls individus issus du bloc capitaliste dans la ville. La curiosité des Soviétiques, qui n'avaient jamais vu un Français était immense : d'après une ancienne assistante dans la ville de Novgorod au milieu des années 1970, les gens venaient la voir pour tout simplement la toucher. Une autre raison est la sécurité relative des Français par rapport à celle des Soviétiques. Selon les coopérants, le seul risque qu'ils couraient était l'expulsion du pays avant la fin de leur contrat, tandis que les

le caractère en partie aléatoire du choix des interlocuteurs (par les contacts de réseau personnel et professionnel dans un premier temps et en utilisant le réseau des lecteurs et assistants interviewés par la suite) et la quantité relativement faible des coopérants de la deuxième moitié des années 1980 et des assistants en général (par rapport aux lecteurs).

¹⁶ Entretien avec une ancienne coopérante française en URSS, le 8 juin 2014 à Paris.

¹⁷ Ce lecteur a vécu dans les années 1960 en URSS et décrit ses observations en parlant des célébrations annuelles de la Révolution d'Octobre.

¹⁸ Entretien avec un ancien coopérant, le 22 avril 2014 à Paris.

citoyens de l'URSS s'exposaient à des dangers plus graves, concernant leur réputation et leur carrière. Le profit linguistique est également important : dans tous les cas, le fait de séjourner dans le pays de la langue étudiée est très bénéfique, surtout pour les futurs professeurs de russe. Certains des témoins analysent *a posteriori* cette expérience comme une occasion de s'assurer de leurs convictions politiques. Pour d'autres, elle aurait aidé à se débarrasser des illusions de la jeunesse. Ayant été confrontés à la réalité soviétique, plusieurs sympathisants ou communistes affirment avoir compris qu'ils étaient des jouets de la propagande et ont renoncé à leur engagement. Enfin il peut s'agir, comme le formule dans son livre publié en 2011 Jacques Baulande, lecteur à Leningrad en 1966¹⁹, d'une reconnaissance envers un pays qui avait si bien répondu aux attentes des Français en leur fournissant une expérience exceptionnelle. Dans l'extrait suivant, issu de l'épilogue de son roman autobiographique, il oppose l'hypocrisie de l'entourage, la froideur des administrations, la pénurie à la beauté de la ville célèbre, à la chaleur et à la sincérité de vraies relations humaines :

Comment pourraient-ils [les lecteurs] expliquer à leurs amis ou à leurs proches, qu'ils regrettaient cette capitale de la suspicion et des faux-semblants [...], les mines renfrognées des serveuses et des caissières, les tracasseries du Bureau des étrangers ? Arriveraient-ils à leur faire comprendre qu'une vie peut gagner en intensité ce qu'elle perd en confort ou en sécurité, que les amis qui se révèlent au milieu des mouchards nous sont plus chers que les autres [...] ?²⁰

Les professeurs français semblent être des observateurs très attentifs et sensibles de la société où ils vivent et travaillent. Les coopérants se souviennent d'un très grand conformisme social, du racisme et de l'antisémitisme, des « *fartsovchtchiki* »²¹, de la grande quantité de gens ivres dans les rues (dans les capitales et, surtout, en province). Les souvenirs des foyers d'étudiants où habitait la plupart des coopérants sont épouvantables : l'hygiène très relative, la saleté des WC, l'humidité, l'eau uniquement froide dans les douches, les cafards et les punaises, le manque de services nécessaires et du confort minimal. Ces conditions étaient en contradiction avec le social statut social élevé des enseignants français, que nous détaillerons par la suite.

Les difficultés d'ordre matériel sont un point commun des témoignages recensés. La pénurie de produits d'alimentation et de

¹⁹ Jacques BAULANDE, *Le Tombeau de Leningrad*, Saint-Maur-des-Fossés, Jets d'Encre, 2011.

²⁰ *Ibid.*, p. 223-224.

²¹ Groupes de jeunes gens qui font du trafic d'articles étrangers ; trafiquants.

première nécessité était omniprésente. D'après un lecteur à Rostov-sur-Don au milieu des années 1970, il « crevait de faim »²². Selon leurs possibilités personnelles, les professeurs français s'approvisionnaient aux marchés kolkhoziens à Moscou ou dans les *Béριοzka*²³ et dans d'autres magasins de ce type ; mangeaient dans les restaurants ; échangeaient leurs tickets de Pérestroïka²⁴ pour de la vodka contre ceux pour des pommes de terre. De plus, ils envoyaient de France des bagages avec des conserves pour toute l'année. Les coopérants avec des jeunes enfants avaient « une petite machine à laver » achetée en France et commandaient les couches-culottes en Finlande. Or, le transport des bagages entre l'URSS et l'étranger ne fonctionnait pas bien. Envoyées en novembre, les valises pouvaient être livrées en février ou même en juin comme le décrit un assistant à Smolensk à la fin des années 1960 :

Quand je suis parti la première année j'avais enregistré une malle avec plein d'affaires : magnétophone, les affaires d'été, quelques bouquins [...]. Je l'avais expédiée et, au mois de juin, j'ai appris que ma malle était à la frontière [...]. Les douaniers exigeaient de pouvoir ouvrir le cadenas de ma malle pour pouvoir l'expédier et je l'ai reçue le 18 juin. J'avais encore mes bottes d'hiver aux pieds et il faisait 30°C...²⁵

Toutefois, la plupart des professeurs français se sentent assez riches et matériellement privilégiés en URSS. Les lecteurs, fonctionnaires d'État, touchent un salaire en roubles deux à trois fois supérieur à celui de leurs collègues soviétiques. En plus, ils ont leur salaire français et la prime d'expatriation (environ 50% du salaire français). Les VSNA et les assistants ne touchent que la prime et le salaire local en roubles, qui est également souvent supérieur à celui des enseignants soviétiques²⁶.

Les Français, ayant plus d'argent que leur entourage soviétique, sont soucieux de le dépenser, d'autant plus que les roubles ne peuvent pas être convertis en devises et doivent être employés uniquement en URSS. Or le pays connaît une pénurie constante, les magasins sont presque vides. Les coopérants achètent alors des livres rares, des icônes,

²² Entretien par Skype avec un ancien coopérant, le 22 avril 2014.

²³ Chaîne de magasins d'État où les paiements se faisaient en devises ou en roubles « D » (diplomatiques) pour les étrangers, les diplomates de l'URSS et les travailleurs soviétiques à l'étranger. Ces magasins étaient notablement mieux approvisionnés que les magasins ordinaires. Il était interdit pour les simples Soviétiques d'acheter les produits dans ce réseau aussi bien qu'en général de posséder les devises.

²⁴ À la fin des années 1980, lors d'une période de la pénurie, le gouvernement de l'URSS instaure les tickets de rationnement pour des produits de première nécessité.

²⁵ Entretien avec un ancien coopérant, le 11 avril 2014 à Paris.

²⁶ La situation change vers la fin des années 1980 : à cause de l'hyperinflation, la rémunération des assistants (200 roubles) perd rapidement sa valeur.

des antiquités précieuses, des cigarettes cubaines... La croisière de huit jours Odessa-Venise-Marseille au retour de l'URSS est très à la mode chez les professeurs français - au début des années 1980 le billet coûte six cent soixante roubles²⁷. Pour les citoyens ordinaires de l'URSS, ce voyage est presque inimaginable.

Les amis soviétiques, vrais et faux, profitent eux aussi de l'aisance financière des coopérants en demandant des cadeaux provenant du *Bériozka* ou de France. Pendant les vacances, les Français partent d'URSS avec des listes de cadeaux. Jacques Baulande décrit cette liste de façon suivante : « Des stylos à bille, des rouges à lèvres, deux paires de bas nylon, un parapluie... »²⁸. Les Soviétiques ont été tellement fascinés par les vêtements occidentaux des Français qu'ils désirent parfois les acheter ou les échanger à tout prix : un des lecteurs de Moscou au milieu des années 1960 a failli rentrer pratiquement nu chez lui après une soirée amicale²⁹.

La réalité matérielle en URSS s'avère donc très dure et la vie sociale est contrastée. Néanmoins, les coopérants s'habituent à ces conditions difficiles avec patience et ingéniosité.

« Je dois te surveiller, je suis obligé ! » : les échanges sous contrôle

Le côté policier de la société soviétique concernait non seulement les citoyens de l'URSS, mais également et, même dans une plus grande mesure, les étrangers qui étaient tous surveillés et contrôlés d'une manière explicite ou implicite. À la différence de leurs homologues de l'URSS qui travaillent en France, les enseignants français ne sont pas choisis selon leurs points de vue politique et idéologique. Ils ont le statut de professeurs et non de militants engagés. Les coopérants peuvent avoir différentes convictions politiques – aussi bien de gauche que de droite, en les exposant à titre privé et personnel.

En nous appuyant sur les témoignages, nous avons recensé trois types de surveillance effectuée à l'égard des coopérants en URSS : la filature (*sležka*), l'écoute (*proslušivanie*) et la fouille (*obysk*).

Plusieurs coopérants racontent qu'ils étaient systématiquement suivis. D'ailleurs, très souvent ils essayaient de ne pas y prêter attention, surtout s'ils n'avaient rien fait d'interdit. Un lecteur au début des années

²⁷ Pour comparaison, le salaire moyen en URSS au début des années 1980 était de 160 roubles.

²⁸ Jacques BAULANDE, *Le Tombeau de Leningrad*, op.cit., p. 37.

²⁹ Entretien avec un ancien coopérant, le 19 avril 2014 à Tours.

1970 écrit :

À Moscou la surveillance exercée sur les étrangers faisait tout pour se faire remarquer mais ne nous dérangeait absolument pas : nous ne faisons en sorte de nous débarrasser de notre *hvosť*³⁰ que lorsque nous devons retrouver des relations susceptibles d'être importunées par la flicaille³¹.

Les conversations téléphoniques des coopérants sont écoutées. Les témoins parlent d'un « clic » caractéristique lorsqu'ils appellent en France ou à l'Ambassade. Ils sont sûrs que leurs chambres sont équipées de microphones. Les Français prennent l'habitude de ne pas parler près du téléphone, de ne pas appeler leurs amis de l'hôtel où ils résident, évitent de discuter dans les appartements.

Le troisième moyen d'intervention dans la vie privée des coopérants est la fouille. « Nos affaires étaient quotidiennement fouillées »³², – écrit un lecteur à Moscou au début des années 1970. Un assistant en province dans la même période évoque une fouille dans sa chambre de foyer qui a été entreprise lors de son voyage dans une autre ville.

Le comportement du coopérant fait l'objet de rapports. L'auteur du rapport a un nom péjoratif : *stukač* (mouchard, dénonciateur). Chaque personne de l'entourage des professeurs français peut théoriquement être chargée de cette mission de délation : les étudiants, les professeurs, les voisins et la concierge du foyer (*dežurnaâ*), la nourrice. « De toute façon, dans chaque groupe il y avait des étudiants obligés de raconter ce que je racontais³³ » constate un coopérant à Tachkent³⁴ en 1975, insistant sur l'omniprésence des étudiants « taupes ». Un coopérant à Moscou en 1966 s'abstient de dire ses préférences politiques lors de ses cours, sachant que parmi les étudiants il y a des mouchards :

Assez vite, j'ai appris qu'une personne de chacun de mes cours devait faire un rapport sur mes activités, mais j'ai toujours ignoré laquelle. Cependant, je restais vigilant. Lorsqu'est arrivée la période des élections en France, les étudiants m'ont demandé qu'on parle de notre système de représentation parlementaire et de nos institutions politiques. J'étais bien sûr d'accord, mais bien vite, l'un d'eux m'a demandé pour quel parti je votais, et j'ai préféré ne pas répondre directement, parlant du secret du vote et des isoloirs.³⁵

³⁰ Policier, flic.

³¹ Correspondance avec un ancien coopérant, mars-mai 2014.

³² *Ibid.*

³³ Entretien avec un ancien coopérant, le 20 mars 2014 à Paris.

³⁴ Capitale de la République soviétique d'Ouzbékistan.

³⁵ Correspondance avec un ancien coopérant, avril 2014. La discrétion concernant ses opinions politiques peut être également expliquée par le devoir de réserve des fonctionnaires français.

Souvent, les étudiants qui accompagnent le coopérant dès son arrivée et qui l'aident à s'intégrer dans la société soviétique – étant parfois ses seuls amis et confidents – accomplissent cette tâche d'information. Dans le récit suivant, un coopérant présent à Tachkent en 1976 apprend cela directement par son ami – son « ange gardien » :

Il y avait un jeune Russe qui avait été chargé de s'occuper de moi. ... Donc, on m'avait donné cet ange gardien... Ce S. était plutôt assez sympathique, il parlait bien le français et il a commencé à m'expliquer la situation...

D'abord, je lui ai prêté un livre..., il m'a invité dans sa famille : des gens très chaleureux et qui m'ont très bien accueilli. On a sympathisé en fait avec ce S. qui a commencé un jour à me faire des confidences. Il m'a dit : *Tu sais, je dois te dire une chose, je dois te surveiller. Je suis obligé de te surveiller. C'est ma mission, je dois rendre des comptes.* Et j'étais content qu'il me dise ça... Comme ça, je savais... Il était sincère³⁶.

Un autre lecteur évoque un incident qui a eu lieu à Minsk³⁷ au milieu des années 1970. Son ami, étudiant en cinquième année, a été envoyé « en exil » dans une province reculée pour six ou sept ans pour avoir avoué au lecteur qu'il devait le surveiller :

C'était au Club de français qu'on s'est connu. On est devenu copains. C'était le meilleur étudiant de toute la fac [...]. Et puis, *otdel kadrov*³⁸ lui a demandé sans doute de faire un rapport sur nous. Il nous l'a dit. Mais il nous l'a dit dans notre chambre et donc, visiblement, il y avait des micros. [...] Il y a scandale, c'est-à-dire au lieu de l'envoyer à l'*aspirantura*³⁹, il a été aussitôt envoyé [...] enseigner dans une école la plus perdue possible en Biélorussie, au milieu de la Biélorussie...⁴⁰

Quelques années auparavant, un lecteur à Moscou devient témoin des sanctions infligées à son amie et collègue soviétique qui s'est compromise en invitant régulièrement des coopérants chez elle :

Elle avait été convoquée par la police de l'Université, et on lui avait dit qu'on savait bien qu'elle nous avait invités à plusieurs reprises chez elle, lui indiquant les dates, et lui donnant ce bon conseil : « Les étrangers, il faut être gentils avec eux, leur dire qu'on va les inviter, mais ne jamais le faire »! À la clé, elle, qui devait participer à un stage en France l'été suivant, n'a pas pu⁴¹!

Les déplacements des coopérants français en URSS sont soumis

³⁶ Entretien avec un ancien coopérant, le 20 mars 2014 à Paris.

³⁷ Capitale de la République soviétique de Biélorussie.

³⁸ Le service du personnel de l'établissement d'enseignement supérieur.

³⁹ Faire un doctorat. L'*aspirantura* est une école doctorale en URSS.

⁴⁰ Entretien avec un ancien coopérant, le 16 décembre 2013 à Paris.

⁴¹ Correspondance avec un ancien coopérant, avril 2014.

à une série de restrictions. Ces limitations proviennent de la disposition de bases militaires secrètes et des villes « fermées » sur le territoire soviétique⁴². Pour effectuer un voyage, il faut avoir une autorisation. Les papiers doivent être rendus au moins deux semaines avant le voyage et il est nécessaire de justifier le moyen de transport et la réservation de l'hôtel. Souvent, c'est le Service des étrangers des établissements (*Inostrannyj otdel*) qui s'occupe des billets et du logement. Néanmoins, même si tous les papiers sont prêts, le déplacement est souvent interdit.

Selon les témoignages, la surveillance des coopérants français en URSS pourrait être considérée comme omniprésente et le monde des romans policiers est le quotidien habituel des enseignants⁴³. Leurs réactions ne sont pas homogènes : certains ne s'aperçoivent de rien, certains sont indifférents ou essaient d'ironiser, certains sont terrifiés. La plupart des coopérants tentent toutefois de s'abstraire du contrôle. Même les rapports des amis sont finalement perçus comme une nécessité, certes, étrange. Les ennuis des étudiants et l'interdiction de se déplacer restent les plus dérangeants et entraînent parfois une grande déception. Souvent, les Français sont amenés douter de leurs amis, se méfier des étudiants, suspecter les surveillants partout. Était-il possible, dans ces circonstances, d'enseigner avec succès et de contribuer au rayonnement de la langue et de la culture françaises ?

« On nous empêchait de faire un travail efficace ... » : les limites de l'aide pédagogique des coopérants

Une partie importante de nos interlocuteurs nous a fait part de sa grande déception concernant le travail dans les établissements supérieurs de l'URSS. Dans les années 1960 aussi bien que dans les années 1980, les coopérants se sentent nettement sous-employés. Dans certains cas, la situation peut être caractérisée comme une inutilité ou un échec.

J'ai constaté assez rapidement qu'on m'utilisait assez mal. (1971)

⁴² Voir sur ce sujet Vladimir KOLOSSOV, Pavel POLIAN, « Les limites de la mobilité sociale et la construction de l'espace (de l'époque stalinienne à nos jours) », in Tamara KONDRATIEVA (dir.), *Les Soviétiques, un pouvoir, des régimes*, Paris, Les Belles Lettres, 2011, p. 39-43.

⁴³ Sur la pénétration des service secrets dans la vie sociale et l'omniprésence du « secret » en URSS voir l'article d'Arvydas ANUSAUSKAS, « La composition et les méthodes secrètes des organes de sécurité soviétiques en Lituanie, 1940-1953 », *Cahiers du monde russe*, 2001, 42, 2-4. [Accessible en ligne sur : <http://monderusse.revues.org/8455>].

Parfois, je me demandais pourquoi on nous avait fait venir. Parce que c'était une situation un peu étrange : on nous faisait venir ; on coûtait très cher aux deux gouvernements. Et on nous empêchait de ... vraiment ... faire un travail efficace. Donc, c'était un peu bizarre. (1977)

Devant l'impossibilité de travailler, j'ai demandé à l'Ambassade, au bout de six mois, de mettre fin à mon contrat de trois ans, ou de m'envoyer ailleurs... (1984)

Notre analyse montre que l'inefficacité ressentie du lectorat et de l'assistantat est en grande partie une conséquence de la politique réfléchie des responsables soviétiques⁴⁴. Nous avons pu observer trois stratégies principales de l'effacement de l'effet éducatif et culturel du travail des professeurs français : réduire la présence des coopérants au sein des établissements supérieurs ; limiter leur auditoire étudiantin ; contrôler et censurer leur activité pédagogique.

Les coopérants français ont le statut d'enseignants. Pourtant, leur position dans les établissements est ambiguë et précaire. La majorité de nos interlocuteurs signale qu'ils n'ont jamais été invités aux réunions officielles de leurs collègues qui avaient lieu généralement chaque mois. Les professeurs soviétiques y discutaient le contenu et les méthodes d'enseignement. Ces coopérants n'ont pas participé aux examens et n'ont pas évalué les étudiants. Leur matière n'a pas été indiquée sur la liste des examens dans le carnet de notes des étudiants. Et parfois, leurs cours n'étaient pas obligatoires. Les Français ne sont donc pas des membres du collectif pédagogique de plein droit. Certains coopérants ont supposé que les professeurs et les étudiants pouvaient avoir des instructions directes interdisant l'établissement des relations informelles avec les Français. Les rapports professionnels étaient très formalisés, les Soviétiques avaient peur d'avoir des ennuis, d'être interrogés par la police. Les collègues étaient fermés et parfois, ils ne parlaient même pas aux coopérants, ne leur demandaient rien. Certains Soviétiques étaient persuadés que les Français étaient espions et agents des services secrets occidentaux. Selon les protocoles franco-soviétiques de coopération, les professeurs français sont chargés de neuf heures⁴⁵ de cours par semaine, à savoir six séquences d'une heure et demie. Les coopérants eux-mêmes se disent étonnés de cette charge si faible surtout en la comparant à un salaire assez élevé.

Pour les autorités soviétiques, le deuxième moyen de se protéger

⁴⁴ Certes, sur l'ensemble de la période et du territoire de l'URSS et en fonction du contexte politique précis, il existait des nuances, mais notre propos ici concerne les mesures généralisées du pouvoir soviétique par rapport aux enseignants français.

⁴⁵ Il s'agit d'heure dite « académique » de 45 minutes.

de l'influence occidentale est de ne pas confier les jeunes étudiants aux coopérants. Effectivement, les enseignants français ont souvent comme élèves des professeurs de leur département ou des professeurs de français d'autres régions. Ces derniers s'inscrivent à la faculté de perfectionnement professionnel (*fakul'tet povyšeniâ kvalifikacii, FPK*)⁴⁶. Si toutefois il s'agit d'étudiants, futurs pédagogues ou futurs traducteurs, il est préférable que ce soit « les dernières années » et, parmi eux, ceux qui sont les plus « bien-pensants » et « fiables », triés sur le volet par l'administration. Ces jeunes sont souvent perçus par les Français comme bornés et décevants. Un lecteur à Moscou au début des années 1970 écrit : « Les pédagoges⁴⁷ étaient si rigoureusement formatés que le travail chez eux se limitait au rabâchage de leurs photocopies »⁴⁸.

En revanche, pratiquement tous les coopérants effectuent des enregistrements dans les laboratoires de langues des établissements. Ils prononcent des sons, des mots, des phrases, des dictons, des dialogues. Parfois on leur propose de lire les énoncés avec tel ou tel affect ou d'improviser à deux des dialogues sur les sujets de la vie quotidienne (par exemple, imiter la conversation avec son coiffeur). Souvent, les lecteurs sont obligés de lire pendant des heures les œuvres des écrivains, des journalistes et des hommes politiques communistes (notamment, les mémoires de Léonid Brejnev⁴⁹, *La petite terre, Malaâ zemlâ*). Un lecteur à Moscou au milieu des années 1960 enregistre les œuvres de Romain Rolland, Paul Eluard, Louis Aragon, Alphonse Daudet. La lecture des textes des auteurs français contemporains qui ne circulent presque pas en URSS (Eugène Ionesco, Samuel Beckett) est plutôt exceptionnelle. Un lecteur à Bakou⁵⁰ au milieu des années 1980 se demande si son travail servira aux étudiants ou s'il faisait ses enregistrements uniquement pour les recherches en phonétique :

On m'a demandé d'enregistrer, pendant plusieurs heures, des textes de Maurice Thorez, Vaillant-Couturier, Romain Rolland. Le rythme de diction qu'on m'imposait ne pouvait pas servir aux étudiants de Bakou. Je pense que les phonéticiens se régalaient de mon accent (prononciation) mi-bordelais, mi-parisien⁵¹.

⁴⁶ L'inscription s'effectue deux fois par an, la durée du cursus est d'environ quatre mois. Tous les cinq ans, les professeurs de français de la région ont droit à cette formation, payée par l'État. Les frais de séjour dans la capitale sont également remboursés par l'administration de leurs établissements.

⁴⁷ Étudiants de la faculté pédagogique, futurs enseignants de français.

⁴⁸ Correspondance avec un ancien coopérant, mars-mai 2014.

⁴⁹ Leonid Ilitch Brejnev, dirigeant de l'Union Soviétique entre 1964 et 1982.

⁵⁰ Capitale de la République soviétique d'Azerbaïdjan.

⁵¹ Entretien avec un ancien coopérant, le 14 mars 2014 à Paris.

La troisième stratégie des responsables communistes est la censure : le contrôle de l'activité des coopérants, du contenu de leurs cours, des matériaux qu'ils diffusent. Le travail des assistants avec les étudiants est régulièrement assisté par un professeur du département (*kafedra*)⁵². Souvent, les cours se transformaient en entraînement mécanique à la prononciation et à l'orthographe - une lectrice à Bakou au milieu des années 1980 « ne fait que des dictées, et un peu de phonétique ». Les textes proposés pour l'étude sont soit vieillis soit politiquement orientés et inutiles. Un lecteur à Bakou dans les mêmes années, fait lire des textes « démodés du XIX^e siècle sur l'exploitation du peuple ». Un lecteur à Kiev à la fin des années 1970 traduit avec ses étudiants les journaux soviétiques, la *Pravda* et *Izvestiya* en français. Ainsi, la présence d'un locuteur natif ne garantit en rien aux auditeurs l'accès à la langue courante ni aux connaissances sur la France contemporaine.

Donc, nous avons vu que toute une politique administrative est mise en place par les Soviétiques pour neutraliser l'activité des coopérants et leur éventuelle influence. D'ailleurs, indépendamment de l'opposition des autorités, les enseignants français eux-mêmes sont souvent la cause de leur impopularité auprès de l'auditoire étudiant et une source de méfiance pour le collectif du département. L'art de la conversation et la communication spontanée, vive et simple, qui sont tellement appréciés par les assistants et lecteurs de langues vivantes sont des atouts qui comportent un certain risque. L'abus d'improvisation d'une lectrice à Leningrad à la fin des années 1960, lors de son premier cours, lui a coûté la perte de son auditoire (jeunes professeurs de la région de Leningrad). Ayant abordé involontairement le sujet tabou des événements de 1956 en Hongrie⁵³, elle a provoqué la méfiance de son public :

Premier cours. Je n'avais pas eu encore le temps de regarder les livres. J'en prends un au hasard... que j'ai pas lu... C'était un roman d'Yvonne Baby⁵⁴. [...] Je dis : *Je vais vous en lire et on va discuter. On va voir si ça vous intéresse. Puis, après, vous me direz ce que vous attendez de moi.* Je commence à lire le livre et j'arrive au bout de la deuxième page à une scène d'amour un peu crue que je saute [...] et je vais plus loin... et j'arrive sur un dialogue où ils parlaient - et là, j'ai pas eu le temps de sauter - c'était sur la Révolution de 56 à Budapest... J'ai senti le froid dans la salle. Mais bon ! On a discuté. [...] Et puis, bon, j'ai bien compris que ça n'avait pas plu, l'histoire de la Hongrie. Et... ce qui fait que je n'ai plus eu les profs, ils sont plus venus. Sauf deux,

⁵² Composante de la faculté dans les établissements de l'enseignement supérieur en URSS qui regroupe les enseignants de la même discipline.

⁵³ En 1956, après l'insurrection de Budapest contre le gouvernement prosoviétique, l'Armée rouge envahit la Hongrie.

⁵⁴ Journaliste et écrivaine française (1929-2010). Il s'agit probablement de son roman *Oui l'espoir*, paru en 1967.

qui étaient de Leningrad...⁵⁵

Parallèlement aux facteurs généraux issus de l'opposition de pays de deux blocs – la volonté d'éloigner les Français de la jeunesse et la censure constante –, il existe donc des facteurs personnels qui peuvent aussi nuire à l'enseignement. Une pratique excessive de la conversation improvisée sans préparation préalable ou des compétences professionnelles insuffisantes assombrissent le séjour et compliquent l'intégration des coopérants à leur collectif d'accueil.

Pourquoi un échec relatif (l'impossibilité d'établir des échanges professionnels avec les collègues soviétiques) du lectorat et de l'assistantat pendant une trentaine d'années n'a-t-il pas entraîné de changement dans l'architecture de la coopération bilatérale ? Bien que les archives diplomatiques⁵⁶ témoignent des efforts quotidiens des diplomates pour améliorer les conditions avant tout matérielles des coopérants, notre corpus montre que leur situation professionnelle ne progressait guère. Il est logique de supposer que ce *statu quo* précaire convenait aux deux côtés, français et soviétique. Les protagonistes de la coopération tiraient profit des séjours des coopérants : l'Ambassade de France bénéficiait de leur réseau pour le rayonnement culturel et probablement, pour le renseignement⁵⁷ ; les établissements supérieurs soviétiques utilisaient leur travail pour le développement de la recherche linguistique et pour le perfectionnement des compétences orales des professeurs. La situation la plus ambiguë était celle des coopérants eux-mêmes qui, étant pourtant bien formés à l'enseignement, devaient parfois se contenter de lecture phonétique de textes dans le laboratoire ou de conversations avec des professeurs de français sur les thèmes du quotidien. Suite à cette déception ressentie dans leur mission pédagogique, ces jeunes gens actifs et curieux, se redéployaient vers des objectifs personnels (recherches de doctorat, préparation d'un concours ou d'un diplôme) ou vers la découverte de la langue russe, de la société soviétique et des régions de l'Union Soviétique.

⁵⁵ Entretien avec une ancienne coopérante, le 7 avril 2014 à Paris.

⁵⁶ Centre des Archives diplomatiques de La Courneuve, documents concernant les sessions de la Commission mixte permanente franco-soviétique pour les relations culturelles. Notamment, les cartons 238QO/334 (1959-1960) ; 208QONT/2648 (1966-1970) ; 1928INVA/3672 (1973-1974) ; 1929INVA/4760 (1976-1980) ; 1930INVA/5651 (1981-1985).

⁵⁷ Entretien avec une ancienne coopérante, le 3 avril 2014 à Paris. Cette coopérante a raconté qu'un fonctionnaire de l'Ambassade de France à Moscou lui avait proposé d'être informatrice pour les services de renseignements français. Cependant, nous disposons actuellement de peu de sources sur ce sujet qui mériterait une étude approfondie.

**« J'ai eu vraiment le sentiment de servir à quelque chose ! » :
des cas d'interrelation et de médiation culturelle réussie**

Dans le présent paragraphe, nous tenterons de nuancer les constats d'échec et de nous interroger sur les témoignages qui insistent sur la réussite des coopérants dans les conditions particulièrement compliquées. Nous essaierons de comprendre quels sont les facteurs – liés au contexte politique ou à des traits personnels des Français – qui ont contribué à l'évaluation positive du travail en URSS.

Un des premiers lecteurs français en URSS (fils d'un historien, professeur de la Sorbonne, et lui-même, par la suite, universitaire et slaviste reconnu) garde de bons souvenirs de son séjour à Moscou en 1960-1961. À cette époque-là, il enseigne la civilisation française à l'Institut pédagogique des langues étrangères de Moscou⁵⁸ à la faculté de perfectionnement. Les relations avec les étudiants sont amicales, les collègues sont gentils. Le coopérant souligne le bon niveau de ses élèves. Dans sa vie privée, il évite les discussions sur la politique et consacre une grande partie de son temps à la préparation de sa thèse sur Krylov⁵⁹ en travaillant à la Bibliothèque Lénine dans la salle spéciale pour les académiciens et les chercheurs étrangers⁶⁰. Nous pouvons supposer que dans ce cas, le contexte du « Dégel » influence également son appréciation du séjour parce que les contraintes et, notamment, la surveillance semblaient moins pesantes.

Pour un lecteur à Kharkov au début des années 1970, son séjour est « agréable ». Il améliore sa connaissance du russe et de l'ukrainien. Étant agrégé de russe, il est chargé des cours de civilisation et de traduction avec de futurs professeurs et interprètes aussi bien que des enregistrements. Ses étudiants sont sympathiques, les difficultés matérielles ne le gênent pas. Il était surtout important, selon lui, de ne jamais parler de politique. La seule chose qui est « un peu gênante » est l'impossibilité de se déplacer⁶¹.

Un lecteur à Rostov-sur-Don à la fin des années 1970 est également

⁵⁸ L'Institut pédagogique des langues étrangères d'État de Moscou est le principal établissement d'enseignement supérieur soviétique qui forme des enseignants de langues étrangères (d'anglais, d'allemand et de français) et des traducteurs de 11 langues européennes. Fondé en 1930, il porte le nom de Maurice Thorez depuis 1964. Au début des années 1970, plus 5500 étudiants et environ 750 enseignants (y compris 33 Professeurs) y étudient et enseignent (Sources : La Grande encyclopédie soviétique, en ligne sur <http://allencyclopedia.ru/49058>).

⁵⁹ Ivan Andréevitch Krylov (1768-1844), le plus célèbre fabuliste russe.

⁶⁰ Entretien avec un ancien coopérant, le 5 avril 2014 à Paris.

⁶¹ Entretien téléphonique avec un ancien coopérant, le 21 avril 2014.

satisfait de son séjour en URSS. Étant d'origine arménienne (ses grands-parents vivaient en Turquie), il fréquente les milieux juifs arméniens et fait connaissance avec la variante « relâchée » (comme il l'appelle) du régime soviétique⁶². Par rapport à son séjour ultérieur à Kiev, l'ambiance est très amicale et même « familiale ». Il fait des cours de conversation et de phonétique auprès des étudiants en travaillant, par exemple, des sketches d'humoristes français. Tous les quinze jours, les collègues le sollicitent pour une conférence sur la littérature et sur l'art français. Personne ne contrôle le contenu de ses cours où n'y intervient. Il effectue également plusieurs missions parmi lesquelles la visite du théâtre de Taganrog où il parle de la vie des étudiants en France. Ce coopérant voyage beaucoup et améliore sa connaissance du russe. Selon lui, la pénurie et l'absence du confort ne sont pas si graves parce qu'il est jeune⁶³.

Ce dernier témoignage est d'autant plus précieux que le coopérant compare deux villes différentes de son lectorat : Rostov-sur-Don et Kiev. La même mise en parallèle est présente dans le récit d'un lecteur (capésien de russe d'origine russe, issu d'une famille aux convictions anticomunistes) en poste à Erevan⁶⁴ au milieu des années 1980. Après sa première année à Bakou dans une ambiance particulièrement rude, le séjour à Erevan lui semble « un paradis ». « Tout ce qui était refusé, à Bakou, était encouragé à Erevan », - dit-il. Les films, les livres et les revues de l'Ambassade sont les bienvenus ; il donne des cours de conversation essentiellement aux étudiants et très peu aux professeurs. D'ailleurs, le respect des règles est selon lui indispensable : « Je connaissais assez les règles soviétiques pour ne pas choquer les responsables idéologiques »⁶⁵.

Deux lectrices à l'Institut des langues étrangères de Moscou dans la première et la deuxième moitiés des années 1980 se disent heureuses d'avoir effectué leur séjour. La première enseignante (capésienne de lettres classiques, d'une famille modeste d'un instituteur pour qui l'URSS incarnait l'espoir de justice sociale) raconte qu'il s'agit de « trois grandes années de sa vie ». Pendant tout son lectorat, elle ne parle que français car tout son entourage connaît cette langue. N'ayant pas connu le russe au départ, elle ne progresse guère. Elle fait la connaissance de linguistes, traducteurs, peintres, poètes et scientifiques soviétiques (« intelligentsia russe ») qui l'émeuvent par la liberté de leurs jugements, inattendue dans ce pays. La coopérante a de bonnes

⁶² C'est-à-dire relativement moins surveillée et permettant une marge de manœuvre.

⁶³ Entretien par Skype avec un ancien coopérant, le 22 avril 2014.

⁶⁴ Capitale de la République soviétique d'Arménie.

⁶⁵ Entretien avec un ancien coopérant, le 14 mars 2014 à Paris.

relations avec tout le monde et elle est régulièrement invitée chez les uns et les autres. Elle enseigne aux professeurs (« très demandeurs ») et aux étudiants (« excellents ») et n'aperçoit aucune censure visible de son activité. Il est vrai que les textes qu'ils lisent ensemble sont « sans intérêt ». Ils se focalisent sur l'analyse de la langue, portent une attention particulière à la grammaire, ce qui est très utile. En dehors de l'Institut, elle a beaucoup de travail : elle aide à corriger des thèses, des manuels, des livres⁶⁶. Malgré certaines contraintes, notamment l'impossibilité de sortir de Moscou sans visa et sa méconnaissance du russe, elle estime avoir réussi son séjour d'enseignement en URSS⁶⁷.

La deuxième lectrice (agrégée de lettres modernes avec un engagement politique à gauche, issue d'une famille d'employés d'origine arménienne de Turquie) fait l'éloge de l'enseignement du français dans son établissement d'accueil : les groupes sont peu nombreux, le système de l'enseignement est très hiérarchisé mais efficace. Pendant les cours, elle essaie de présenter aux élèves une image moderne de la France. Ne parlant pas un mot en russe au départ, elle l'apprend jusqu'au niveau intermédiaire. L'enseignante est enthousiasmée par l'hospitalité russe, par les contacts humains⁶⁸, par le niveau culturel élevé des Soviétiques (elle cite comme exemple une concierge du foyer qui écoute de la musique classique). Le côté égalitaire de la vie soviétique ne la gêne pas et elle n'aperçoit aucune surveillance policière lors de son séjour. Évoquant les vifs débats, la nouvelle pensée politique et les changements à la fin des années 1980 – la Perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev –, la coopérante française regrette cette époque et ce « magnifique » pays qui a disparu, un pays où les relations humaines sont très importantes et où l'argent, par contre, n'existe pas⁶⁹.

Même s'il manque toujours, dans ces cas aussi, une vraie liberté personnelle et professionnelle pour les coopérants, d'autres facteurs (géographiques, du contexte chronologique ou les origines, les traits de

⁶⁶ La professeure fait ce travail gratuitement, en supplément de sa charge officielle de douze heures.

⁶⁷ Entretien avec une ancienne coopérante, le 3 avril 2014 à Paris.

⁶⁸ Professeure de français à l'Institut des langues étrangères de Moscou dans les années 1960-1980, cette lectrice, comme la précédente, faisait partie du cercle d'amis de Svetlana Ū'evna Zavadovskaâ (Claire), d'une noble famille russe, qui a émigré en France après la Révolution de 1917 et qui est revenue en URSS après la mort de Staline en 1953. Tous les lecteurs de l'Institut la connaissent et sont invités chez elle. Nous la désignerions comme la « maman de tous les Français », expression utilisée par l'un de nos interlocuteurs relativement à une personne (« une dame ») à Kiev également accueillante et bienveillante aux coopérants français. Nos interlocuteurs se souvenaient de personnes semblables à Leningrad et à Piatigorsk.

⁶⁹ Entretien avec une ancienne coopérante, le 19 février 2014 à Paris.

caractère et les convictions personnelles) font que les enseignants français se sentent plus libres. Ils ont l'impression de surmonter le contrôle dans leur travail, voire de ne pas être contrôlés du tout. En même temps, ces coopérants ne se prononcent pas sur la politique ni sur les sujets considérés comme provocateurs, le dernier témoignage présente même une vision positive du régime. Les relations amicales avec des Soviétiques, l'intérêt et le haut niveau des étudiants ont également joué un rôle positif dans l'intégration de ces Français dans la communauté universitaire soviétique.

Les contraintes auxquelles se heurtent les coopérants français venus en URSS pour enseigner la langue française sont assez nombreuses. Les conditions matérielles des séjours sont difficiles, en tout cas paradoxales, pour les Français : vivre avec un bon salaire mais dans une société de pénurie. La difficulté principale est l'ambiance policière des séjours, la surveillance et la suspicion permanente de propagande antisoviétique. Venus en URSS pour enseigner leur langue, leur culture et leur civilisation, ils rencontrent une résistance idéologique. Leur déception est souvent d'autant plus grande que cette résistance concerne non seulement les structures officielles du Parti communiste, mais également le milieu professionnel – les collègues et les étudiants dans les établissements supérieurs, et les contacts personnels – les meilleurs amis peuvent être leurs dénonciateurs auprès des autorités soviétiques. Donc, les possibilités de contribuer au rayonnement de la langue et de la culture françaises s'avèrent assez réduites, de même que la constitution de communauté d'échanges intellectuels et culturels. Fréquemment, au lieu de travailler avec les jeunes, ils enseignent le français aux professeurs et enregistrent des textes dans les laboratoires des langues. N'étant pas acceptés dans le collectif pédagogique des départements universitaires, ils se sentent souvent isolés. En revanche, lorsqu'ils ont des perceptions différenciées de ces contraintes, comprennent quel comportement est attendu par les Soviétiques ou lorsque le contexte politique ou géographique est relativement plus favorable, les coopérants enseignent le français, diffusent des films et des livres de l'Ambassade de France à Moscou, participent aux clubs de français et aux ciné-clubs, établissent les liens avec des intellectuels et des artistes soviétiques, ou, via le réseau de lecteurs et d'assistants, découvrent le pays et ses régions.

Encyclo

Revue de l'École doctorale ED 382

DOSSIER THÉMATIQUE

Maria PODZOROVA, Ninon DUBOURG

Utiliser l'histoire : regards croisés sur la discipline historique

Anna SHAPAVALOVA

La fabrique d'un mythe fondateur ancré dans l'avenir : la rhétorique interventionniste lors des procès-spectacles en URSS

Sophie DE CHIVRÉ

La reine Victoria et ses enfants : une approche historique des photographies de groupe en famille au XIX^e siècle

Kevin GUILLAS-CAVAN

Interpréter changements et continuités en Allemagne : un retour à l'approche gerschenkronienne de l'histoire

Paraskevi MICHAILIDOU

Histoire, archéologie et construction de la nation : le cas de la Grèce

VARIA

Kevin BLARY

Corps de femmes, corps de la Ville : pour une analyse spatiale de l'*Historia Naturalis* de Pline l'Ancien

Nataliya YATSENKO

« Voyage sur une autre planète » : les lecteurs et assistants de français dans les facultés soviétiques vus par eux-mêmes (1958-1991)

RÉSUMÉS DE THÈSE

Baptiste COLLIN

Berlin-Ouest et Paris à travers les squattages, de 1945 à 1985. Un mode d'action au carrefour de motivations, de buts et de stratégies conflictuelles

Sévrine DAGNET

Le nom dans les grammaires françaises des XVII^e et XVIII^e siècles : définitions, classements et détermination

Raja GMIR

La diathèse circonstancielle en français au moyen du verbe voir : étude syntaxique, sémantique et pragmatique

Jeanne IMBERT

Édouard Dujardin : un cas exemplaire au sein du symbolisme. Genres et formes (1885-1893)

Romain JALAMBERT

Les vers latins en France au XIX^e siècle

Pascal MONTLAHUC

Le pouvoir des bons mots. « Faire rire » et politique à Rome du milieu du III^e siècle a. C. jusqu'à l'avènement des Antonins

Delphine PIÉTU

« Goss's de la rue, goss's du pavé ». Enfants et adolescents des milieux populaires dans l'espace public parisien de 1882 aux débuts des années 1960

COMPTES RENDUS DE LECTURE

Claude CALAME et Pierre ELLINGER

Du récit au rituel par la forme esthétique. Poèmes, images et pragmatique culturelle en Grèce ancienne, Paris, Les Belles Lettres, 2016 (Eléonora COLANGELO)

RÉSUMÉS, MOTS CLÉS ET BIOGRAPHIES DES AUTEURS

